

# Le Régional



## DES DESSINS ENGAGÉS

### Retour de Lampedusa

«Chaque migrant a une histoire à raconter», témoigne le peintre Jacques Cesa, de retour de Lampedusa, qui présentera ses dessins à Monthey.

Chablais, page 16

## DE VEVEY À MONTREUX

### Vers un skatepark régional?

Le skatepark prévu sur le quai Maria-Belgia à Vevey ne pourra pas se faire à cet endroit, mais d'autres pistes émergent pour créer un ou plusieurs skateparks régionaux entre Vevey, Montreux et La Tour-de-Peilz.

Riviera, page 13

## ARTISANS LOCAUX

### Métiers en lumière

Le Régional est de nouveau parti à la rencontre de ces artisans locaux qui sont les garants d'un savoir-faire unique et qui s'engagent au quotidien dans la formation de la relève.

Cahier spécial encarté



Lift Gabriela Pecoraino

## Projet LIFT

# Un ascenseur vers le monde professionnel

Pages 2 et 3

PUB



## Cours de langues: Ecole-club, where else!

ecole-club.ch



# De l'école à l'entreprise, il n'y a qu'un LIFT!

## FORMATION

**Consacrer durant trois mois son mercredi après-midi à travailler en entreprise plutôt qu'à flâner entre amis, c'est le choix qu'ont fait quelque 150 jeunes vaudois de 14 et 15 ans en s'engageant dans LIFT. Ce projet intercantonal vise à prévenir les risques de non-insertion professionnelle, en permettant aux élèves en fin de scolarité obligatoire, mais n'ayant pas tous les atouts de leur côté (réseau, résultats scolaires, confiance en soi, etc.), de se frotter au monde du travail et d'étoffer du même coup leur CV. Le concept a déjà conquis 27 écoles du canton, dont récemment l'établissement de Corsier-sur-Vevey, qui compte proposer des places dès la rentrée d'août. A condition que des entreprises locales relèvent ce challenge qui se veut gagnant-gagnant. Témoignages de jeunes et d'entreprises.**

Priska Hess

Elodie est en dernière année d'école obligatoire à Ollon et rêve d'un métier dans le tourisme ou l'hôtellerie. Léo, 15 ans, est scolarisé à Château-d'Oex et veut travailler plus tard dans le domaine de l'administration. Hakim, lui, fait sa 2e année d'apprentissage à Pully. Leur point commun: durant leur 10e et 11e année scolaire, tous trois ont expérimenté le monde du travail avec le projet LIFT. Initié en 2006 dans les cantons de Berne et de Zurich, ce projet intercantonal vise à prévenir les risques de non-insertion professionnelle des jeunes en fin de scolarité obligatoire. A ce jour, LIFT compte plus de 200 écoles partenaires, dont 27 dans le canton de Vaud où environ 150 élèves en bénéficient. Au plan national, 1'500 jeunes y ont pris part dans quelque 2'000 entreprises depuis sa création.

Concrètement, Elodie, Léo et Hakim se sont engagés à fréquenter une place de travail hebdomadaire de trois heures par semaine en moyenne, en dehors de leur temps scolaire, dans une entreprise de leur région. Cela durant deux, voire trois périodes de trois mois, moyennant un petit défraiement de 5 à 8 francs l'heure. «LIFT offre une complémentarité aux stages d'orientation. L'objectif est de permettre à ces jeunes, via des expériences pratiques en entreprises, de se familiariser avec le monde du travail et de développer leurs compétences sociales et professionnelles, tout en bénéficiant d'un accompagnement pédagogique tout au long du processus. Autant d'atouts qu'ils pourront ensuite faire valoir lors de leur postulation pour une place d'apprentissage», résume Aude Métal, coordinatrice de LIFT pour la Suisse romande et le Tessin.

### Pas de profil type

«LIFT s'adresse en priorité à des jeunes qui n'ont pas les bonnes conditions de départ en termes de résultats scolaires, de réseau, ou de motivation pour trouver facilement et directement une solution de formation professionnelle après l'école», précise Aude Métal. Doyen de l'établissement scolaire d'Ollon, première école de Romandie à avoir adhéré à LIFT en 2010, Marc-Anthony Anner estime qu'il n'y a pas de profil type: «Ce sont des jeunes qui, à un moment donné, n'ont peut-être pas toutes les clés pour trouver une place de formation par la suite. Il peut très bien y avoir des élèves sans problème scolaire particulier, mais qui souffrent simplement d'un manque de confiance en eux. Ce qui importe est que ces jeunes soient motivés par cette démarche et que leurs parents se sentent impliqués. Il s'agit pour le jeune de passer de spectateur à acteur de son avenir.»



«LIFT m'a apporté une grande confiance en moi, de l'expérience, et a renforcé ma motivation à aller travailler dans le domaine de l'administration», s'enthousiasme Léo Gyger (au premier plan) suite à son expérience chez Nestlé Suisse, guidé par son référent Maël Héritier. Nestlé Suisse

C'est le cas d'Elodie Dormont, en 11e VSG à Ollon, plutôt bonne élève mais timide. Elle s'est inscrite à LIFT «pour voir comment cela se passe dans le monde professionnel et avoir un cer-

**«Je n'aimais pas du tout l'école, rien ne m'intéressait, mais aujourd'hui, je suis fier d'avoir pu participer à ce projet qui m'a permis d'être là où je suis.»**

Hakim Allouche, 18 ans, apprenti

tificat de plus si je cherche une place d'apprentissage. J'ai travaillé à la Migros de Villars, puis dans une garderie. C'était vraiment enrichissant et cela m'a appris à moins me gêner quand je dois poser des questions. J'ai aussi fait plusieurs stages, mais dans LIFT je me suis sentie davantage responsabilisée, ce que j'ai apprécié.»

Hakim Allouche, de Lausanne, confie quant à lui: «Je n'aimais pas du tout l'école, rien ne m'intéressait... Je savais juste que je voulais faire un travail manuel. Quand l'école m'a proposé LIFT, je me suis dit que c'était mieux que de faire mes heures d'arrêt les mercredis après-midi et que ça me permettrait de gagner quelques tunces. A bientôt 18 ans, Hakim est aujourd'hui apprenti agent d'exploitation à la Ville de Pully,

là même où il a mis le pied à l'étrier via LIFT quand il était écolier. «Au début, je n'étais pas vraiment motivé, mais avec le temps, j'ai commencé à aimer ce travail et je ne l'ai même plus fait pour l'argent... Ça m'a rendu beaucoup plus autonome, je me suis senti responsabilisé et ça m'a aussi aidé pour plein de choses à la maison. C'est vrai qu'à la place d'aller m'amuser avec des potes j'allais travailler, mais maintenant j'en suis fier, car ça m'a permis d'être là où je suis.»

### «Emouvant et gratifiant»

La Ville de Pully est l'une des quelques administrations communales vaudoises proposant des places LIFT: «C'est un super projet. Chaque année, nous accueillons un ou deux jeunes pour découvrir le travail d'agent d'exploitation ou celui d'horticulteur-paysagiste. Tous sont issus de l'établissement Isabelle de Montlieu à Lausanne, car malheureusement pour l'instant les écoles de Pully ne participent pas à LIFT», explique Carole Schwander, cheffe du Service des ressources humaines. Cette démarche s'inscrit dans notre volonté de favoriser la formation des jeunes. Nous avons d'ailleurs actuellement 26 apprentis et prenons régulièrement des stagiaires». Contribuer globalement à augmenter l'employabilité des jeunes est aussi une préoccupation de Nestlé, l'un des principaux partenaires sociaux de LIFT, avec Holdigaz et Valiant. «En tant

contribuer à donner un élan positif à leur future vie professionnelle, c'est émouvant et gratifiant.»

### A la recherche de PME

S'engager dans LIFT n'est pas que l'apanage des grandes entreprises. A St-Triphon par exemple, Robert Naef SA, entreprise familiale de sanitaire et chauffage comptant une douzaine d'employés et formant des apprentis, a accueilli plusieurs jeunes de l'école d'Ollon. «C'est une évidence de le faire, car en tant qu'entreprise, nous avons cette possibilité d'offrir une petite expérience à des jeunes et cela peut aussi leur donner envie de se former dans nos professions», estime Sandra Favre Naef. Un avis que partage Yan Amstein, directeur de Amstein SA, entreprise d'importation de bières et de fourniture de boissons employant près de 50 collaborateurs et basée à St-Légier. Il faisait partie de la dizaine d'entrepreneurs ayant répondu présent à la séance d'information organisée le 2 mars par l'équipe LIFT de l'établissement scolaire de Corsier, qui vient de se lancer dans l'aventure et espère proposer des places pour huit élèves à la rentrée d'août. «C'est notre devoir de former des jeunes, mais le système est devenu tellement lourd administrativement que cela ne nous incite pas à prendre des apprentis, déplore Yan Amstein. Le projet LIFT est un joli entre-deux, qui permet de faire découvrir des métiers à des jeunes, en l'occurrence chez nous dans le marketing, l'administratif et la logistique. Le fait qu'ils viennent sur leur temps de congé montre qu'ils ont une vraie motivation, qu'ils n'ont pas forcément devant un cahier ouvert ou une équation au tableau noir.» Mais comme le note Madeleine Skinner, coordinatrice locale LIFT Corsier, «cette immersion dans le monde du travail peut justement permettre à ceux qui ne sont pas motivés par l'école de comprendre pourquoi il vaut la peine d'apprendre les maths ou d'autres matières.»

**i** Site internet avec FAQ [www.jugendprojekt-lift.ch](http://www.jugendprojekt-lift.ch)  
• Contact Lift Corsier pour les entreprises intéressées: Madeleine Skinner [lift.corsier@bluewin.ch](mailto:lift.corsier@bluewin.ch) 079 343 53 75

Sur [www.leregional.ch](http://www.leregional.ch) et notre application: LIFT Prime  
Des débuts houleux en terre vaudoise  
• Orientation des jeunes vaudois en chiffres

## Julien Guex: «L'apprentissage n'est pas un cul-de-sac»

**Améliorer la transition entre école obligatoire et monde professionnel est depuis plusieurs années un cheval de bataille de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI). Aussi soutient-elle activement le projet LIFT. Julien Guex, sous-directeur de la CVCI et responsable du dossier «Formation», dresse un bref panorama à l'échelle vaudoise, entre la question de l'apprentissage et la robotisation annoncée des entreprises.**

### Pourquoi la CVCI a-t-elle choisi de soutenir le projet LIFT?

► LIFT est un bon outil de prévention et un bon exemple de collaboration constructive entre entreprises et écoles. Généralement, ce projet fait assez vite l'unanimité quand on le présente, que ce soit au niveau des patrons, des écoles ou des communes. Alors que les relations entre l'école et l'économie souffrent parfois d'une certaine retenue et d'une méfiance réciproques, LIFT crée des liens intelligents entre ces deux mondes. Ce qui permet de développer ensuite d'autres collaborations ou de relancer certaines discussions. Par exemple, les contacts établis autour de LIFT ont, je pense, joué un rôle dans la mise en place de la Nuit de l'apprentissage.

### Quelles sont les principales problématiques de la transition école-monde professionnel?

► Dans le canton de Vaud, cette transition est un peu plus délicate que dans d'autres cantons et moins de jeunes entrent directement en apprentissage à la fin de la scolarité obligatoire. Cela est en partie lié au fait que la voie gymnasiale est davantage valorisée culturellement, mais aussi à l'offre de mesures de transition comme l'École de la transition (anciennement OPTI). Ensuite, comme partout, une partie des jeunes peinent à trouver un apprentissage pour des raisons de niveau scolaire et parfois d'origine. Enfin, certains métiers se complexifient, si bien que certains employeurs cherchent des gens avec des compétences plus élevées, qu'ils ne vont pas forcément trouver facilement, puisque la tendance est d'aller si possible dans la voie gymnasiale.

### L'apprentissage souffre toujours d'une image dévalorisante par rapport au gymnase?

► Oui, même si tout un travail est fait pour essayer de changer cette vision et faire prendre conscience

que l'apprentissage n'est plus un cul-de-sac, mais plutôt une étape qui permet de poursuivre ensuite dans les filières de la formation professionnelle pour accéder aux Ecoles supérieures et obtenir au final des titres équivalant à ceux des Hautes Ecoles comme l'Université. Mais en Suisse romande, il semble compliqué de pallier ce problème d'image tant que les parents estiment que faire un apprentissage est dévalorisant pour leur enfant...

### Avec la «robotation» qui se profile, risque-t-on d'apprendre des métiers qui n'existeront plus demain?

► Il y a toujours eu des métiers qui disparaissent et d'autres qui se créent. Accompagner ces évolutions est un défi pour la formation professionnelle, d'autant plus que ce phénomène s'est accéléré avec la digitalisation. L'impact de la robotisation des entreprises touchera cependant aussi les métiers académiques et ces filières devront probablement aussi se réinventer. Reste que cela pourrait s'avérer problématique dans certains secteurs où l'humain peut être facilement remplacé par la machine, car les profils concernés n'auront pas forcément la capacité et le bagage nécessaires pour viser des postes à plus haute valeur ajoutée. L'école obligatoire devrait donc aussi tenir compte de ces évolutions, mais de manière générale il n'est pas facile de faire évoluer rapidement les choses en Suisse.



«LIFT crée des liens intelligents entre l'école et l'économie», estime Julien Guex, sous-directeur de la CVCI. DR

## LIFT primé

LIFT a été mis sur pied en 2006 en Suisse allemande par le Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie (NSW/RSE). Il est soutenu par la Confédération, certains cantons et des organisations à but non lucratif. A ce jour, LIFT compte 182 sites locaux et a permis à environ 1'500 jeunes de se frotter au monde du travail dans quelque 2'000 entreprises. Un centre de compétences basé à Berne soutient chaque projet local dès sa mise en place. Le coût moyen annuel pour la conduite d'un projet local est de l'ordre de 1'300 frs par élève, mais ce budget varie selon les projets. Pour Olon par exemple, il représente moins de 10'000 frs en tout par année pour gérer 12 à 18 élèves et est intégralement pris en charge par la commune. LIFT a reçu en 2014 le 2e prix Entreprize couronnant des projets exemplaires dans le domaine de la formation, et en 2015 le prix Humagora – plateforme de dialogue citoyen permettant aux entreprises et organisations à but non lucratif de tisser des liens, créer des partenariats et construire ensemble des projets à impact sociétal.

## En terre vaudoise, il a fallu négocier

En 2011, alors que LIFT commençait à se développer en Suisse romande en se concentrant dans le canton de Vaud (12 des 15 projets romands alors en cours), le Syndicat suisse des services publics (SSP) interpellait par courrier la cheffe du Département de la formation, de la culture et de la jeunesse (DFJC) Anne-Catherine Lyon. Estimant que la déclinaison vaudoise du projet présentait différents problèmes, le SSP demandait de «suspendre sa mise en œuvre» tant que des solutions n'auraient pas été trouvées. Début 2012, suite à ces critiques, le DFJC bloquait le projet. Cependant, durant les mois suivants, la situation évoluait positivement et, fin 2012, le DFJC levait l'interdiction pour les écoles secondaires de collaborer avec LIFT, moyennant certaines exigences. La plus importante étant que le projet soit proposé dans les écoles vaudoises pour les élèves des 10e et 11e année HarmoS uniquement, alors qu'à l'origine il est prévu que LIFT se déploie dès la 9e année, donc sur trois ans.

## L'orientation des jeunes vaudois en chiffres

Tous les 5 ans, Statistique Vaud et l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle réalisent une enquête sur les projets de formation des jeunes issus de l'école publique dans le canton. La dernière en date a été menée à la fin de l'année scolaire 2014-2015 auprès de 10'583 jeunes, dont trois quart terminaient leur scolarité obligatoire, 16% suivaient une filière de transition, 6% une classe de raccordement et 3% une mesure d'enseignement spécialisé. Les résultats ont été publiés dans la revue Numerus (Hors-série, juin 2016, consultable en ligne sur [www.scris.ch](http://www.scris.ch) sous « publications »).

Cette enquête révèle notamment qu'à la fin de l'école obligatoire

- la part des élèves optant pour le **gymnase** n'a cessé d'augmenter : ils sont 44% en 2015, alors qu'ils n'étaient que 27% en 1978.
- A l'inverse, la proportion des élèves enchaînant directement avec une **formation professionnelle** s'est significativement réduite : alors qu'elle était de 52% entre 1978 et 1987, elle est passée à 20% en 2015.
- Ce sont également 20% des jeunes qui se tournent désormais vers les **mesures de transition**, comme l'Ecole de la transition (anciennement OPTI) ou le Semestre de motivation (SeMo), alors qu'ils n'étaient que 5% en 1991. Les mesures de transition ont été créées par les pouvoirs publics afin de «favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle et à anticiper les ruptures de formation».
- 7% des élèves envisagent un **raccordement** en vue d'une réorientation, alors qu'ils étaient 1% en 1991.
- Enfin, 9% des jeunes sont en **solution d'attente** (redoublement, cours préparatoires en écoles privées, stages de longue durée, sans activité).